

## **Une traversée réaliste de mai 1968**

### **Pourquoi l'explosion ?**

Personne ne l'a prévue. Et pourtant...

Vingt trois ans s'étaient écoulés depuis la Libération. En 1945, à l'issue de la lutte antinazie, un rapport des forces sociales s'était construit, appuyé sur les principes du Conseil National de la Résistance.

Certaines contraintes avaient été imposées au capitalisme. La part relative des salariés était augmentée dans le partage de la plus-value, sans commune mesure avec le partage présent. Le modèle social français s'était construit avec la sécurité sociale, des institutions de représentation, l'amélioration de l'habitat, l'allongement des loisirs....

Ces conquêtes sociales étaient un facteur important du développement économique et culturel que l'on nomme " trente glorieuses " comme si un hasard miraculeux et anormal l'avait amené.

Le plan Langevin-Wallon avait défini l'ossature d'un projet de réforme démocratique de l'enseignement qui inspirait l'action syndicale contre les actes gouvernementaux.

Mais les mauvais coups s'étaient accumulés.

Les lois anti-laïques s'étaient multipliées dès 1951 au détriment du service public d'Education. Les élections à la Sécurité sociale garanties d'une gestion paritaire, étaient supprimées.

L'Université croulait sous l'insuffisance de moyens. Dans le service public d'Education, en violation du statut de la fonction publique, les gouvernants avaient multiplié les emplois précaires et les classes surchargées.

Ils refusaient l'élévation nécessaire de la formation des enseignants par l'Université (que malheureusement le SNI combattait aussi).

Dix ans plus tôt, en 1958, le Général de Gaulle avait troqué sa pelisse de résistant retiré à Colombey pour le costume du chef suprême de ce que l'on n'osait pas encore appeler la droite.

Il avait tenté de réquisitionner les mineurs, prétendu fixer "ne varietur" les traitements des fonctionnaires.

En 1962, ce n'est qu'après l'agression de sa police au métro Charonne (9 morts) et l'énorme réaction populaire, qu'il avait consenti à frapper les assassins de l'OAS opposés à l'autodétermination de l'Algérie. Les guerres coloniales conduites par les gouvernements français - y compris socialistes - avaient donc pris fin depuis 6 ans avec leur cortège de tortures et de meurtres et leurs séquelles de tous genres, par exemple les nominations d'office d'enseignants débutants en Algérie.

Mais le Vietnam était toujours arrosé de dioxine et de napalm par les USA.

La Libération n'avait pas hélas aboli le colonialisme. Et le pillage des pays du tiers-monde continuait, couvert par le FMI et la Banque Mondiale, contrairement à leur mission proclamée.

La perversion des régimes de l'Est - dits socialistes - jetait un trouble profond.

C'est un peu tout cela qui faisait dire aux manifestants : "dix ans ça suffit".

Les raisons d'une explosion s'étaient accumulées comme dans les chambres magmatiques avant un séisme. Il suffisait d'un détonateur.

### **Un changement dans le syndicalisme et son action**

Le syndicalisme d'accompagnement du système économique - dit réformiste - était plutôt en recul. En 1966, un accord d'unité d'action CGT-CFDT avait été conclu.

Dans la fédération de l'Education Nationale (FEN), le SNES classique, moderne et technique s'était unifié en 1966 et doté l'année suivante d'une direction "Unité et Action" orientée vers une action de masse propre à soutenir les revendications.

Début 1968, des actions importantes avaient été conduites par le SNES en liaison avec le SNESup (dirigé par Geismar, alors syndicaliste unitaire) et l'UNEF (dirigée par Sauvageot) pour un développement d'une Université compatible avec l'accroissement des besoins. Actions unitaires aussi avec les syndicats de l'enseignement professionnel SNET AA et CGT. La direction (UID) de la FEN commençait à être dépassée.

Avec la détonation qui s'est produite à la Sorbonne en réaction contre l'intervention de la police jusqu'alors "persona non grata" dans l'Université, l'action syndicale a changé de cours.

### **Un bouillonnement contestataire**

Une flambée s'est alors développée, tous azimuts. Les collègues des établissements ont largement dépassé les motifs des actions en cours. Ils ont remis en cause le contenu et les méthodes de l'enseignement, l'organisation des établissements et des structures de l'Education nationale.

Les lycéens ont surgi hors de leur condition de consommateurs passifs de savoirs. Elèves souvent critiques, ils se sont érigés en citoyens en créant leurs Comités d'action lycéenne (CAL).

Le SNES a dû définir ses principes dans les rapports nouveaux qu'il affrontait : les maîtres conducteurs de la relation enseignant-enseigné d'une part et d'autre part leur syndicat partenaire des comités lycéens dans une indépendance réciproque.

Il fallait résister aux "théories" fumeuses et provocatrices qui fleurissaient : détruire l'école appareil idéologique d'Etat, ou "école des flics et des patrons", qu'elle soit publique ou privée.

Le chemin du réalisme fut étroit. Et les dérapages difficiles à contenir. L'occupation des établissements, parfois jour et nuit, devait être préservée des dangers encourus.

Et l'engouement de certains collègues risquait de sortir des limites compatibles avec l'exercice normal de leur métier : conditions de travail, maxima de services, garanties statutaires, libertés académiques.

La direction de la FEN accumulait les bévues. Quasi absente du terrain, elle invoquait la laïcité pour désertir le dialogue avec les élèves. Elle préconisait une fermeture des établissements qui aurait isolé les enseignants et précipité les élèves dans la rue. Les représentants 'autonomes' de la FEN dans le SNES s'employaient surtout à combattre la montée de la tendance U et A. Objectif raté : le SNES et d'autres syndicats U et A se sont renforcés à travers l'épreuve.

Pour sa part, ceux qui allaient constituer la tendance FUO avait organisé l'occupation des locaux du SNI délogés ensuite par des militants UID de l'Education physique ou agents des services. Le SNES a dû se prémunir contre une telle agression antisyndicale.

Il y eut d'autres obstacles de moindre effet dans l'enseignement : des syndicats ultra droitiers (Confédération des Groupes Autonomes (CNGA) ont émergé ça et là. L'appel équivoque à l'action "civique" du parti présidentiel - doté d'un Service d'Action Civique (SAC) de sinistre mémoire - était lourd de menaces.

### **Le surmenage militant**

En mai 68, la nouvelle direction du SNES, élue un an plus tôt, était encore en cours d'installation. L'équipement des instances académiques et nationales en moyens de fonctionnement, de communication et d'expression écrite présentait des carences. On cumulait les fonctions.

Les militants des établissements et des sections départementales ne bénéficiaient d'aucun moyen administratif d'exercice du mandat syndical. L'informatique de masse balbutiait encore. On usait de récepteurs radio à transistor. Le téléphone était limité au poste fixe.

La tournée téléphonique des S3 mobilisait tout le monde et prenait des heures, en raison des grèves, il fallut faire appel à la solidarité de la fédération postale (CGT) pour faire router les circulaires.

### Les principes syndicaux affermis

Longtemps secoué par des oppositions politiques, surtout dans le SNES classique et moderne, le courant U et A était animé à partir de 1967 par des adhérents du PCF, des membres du PSU, des chrétiens progressistes et beaucoup de syndicalistes sans appartenance politique.

Le pouvoir et les media présentaient le SNES comme assujéti au PCF. L'indépendance du SNES était manifeste dans ses actes.

Mais il fallait être clair sur la subordination des syndicats jadis préconisée comme principe léniniste par le PCF puis rejetée non sans entorses dans la pratique, de la part de certains attardés de la "courroie de transmission".

Moins visibles, les liaisons syndicales du PS auraient mérité aussi d'être clarifiées. Mais l'important était la réponse concernant les communistes.

Le SNES l'a donnée sans ambiguïté dans son action, dans ses déclarations, affirmant l'indépendance syndicale à l'égard des partis et des églises, comme principe intangible quelle que soit la forme de l'Etat.

Il a défendu les droits de Daniel Cohn-Bendit contre la répression. Il a été présent dans les actions contre toutes les atteintes aux libertés et à la paix en France et dans le monde.

A l'automne 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie a été l'occasion dramatique d'une condamnation publique, immédiate et sans ambiguïté. Et pour les communistes dont j'étais alors, ce fut la confirmation d'une lucidité acquise, entachée auparavant par la naïveté et l'aveuglement.

### Conduite de l'action

Début mai, le rapport de forces, était favorable. Il n'y avait pas convergence, mais juxtaposition malaisée des mouvements étudiant et ouvrier.



Fin mai, ce rapport a évolué au profit de la réaction mobilisée par les allocutions du chef de l'Etat remis en selle après sa visite au général Massu à Baden-Baden.

L'ampleur du soutien gaulliste s'est exprimée par l'énorme cortège réuni le 30 mai sur les Champs-Élysées.

Pour l'Education Nationale, la négociation syndicale était chapeautée par la FEN peu soucieuse de favoriser le SNES.

Dans ce contexte, les acquis immédiats concernant les conditions de travail, de recrutement et de rémunération ont été limités. C'est surtout par la suite que l'on a engrangé les fruits du mouvement, notamment dans les domaines du droit syndical et des structures de gestion des établissements.

Dans les lycées, les nouveaux conseils d'administration ouvraient un droit de représentation élargi, mais ils durent être protégés contre les tentatives d'en faire des gestionnaires de la pénurie budgétaire ou des outils de mise au pas d'une prétendue "communauté" scolaire.

L'arrêt de la grève a fait beaucoup débattre. Début juin, la mobilisation pouvait permettre de réclamer plus, malgré la reprise du secteur privé après les accords de Grenelle.

D'où une première consultation des collègues du SNES qui ont décidé de manifester leur exigence par un refus net des résultats. Malheureusement la FEN a pris alors la responsabilité de déclarer terminée la négociation.

Le reflux du mouvement populaire et les menaces voilées du premier Ministre Pompidou ne permettaient plus de surmonter l'obstacle victorieusement.

D'où une deuxième consultation des syndiqués du SNES qui ont décidé de préserver l'avenir en suspendant l'action.

### **Des acquis considérables, des limites et des carences**

Le salaire minimum accru de 35%, la représentation des salariés et le syndicalisme favorisés dans les entreprises entre autres, donnent la mesure des acquis.

### **Cela ne doit pas masquer les insuffisances.**

Les femmes n'ont pas eu leur place légitime en mai 68. Quasi absentes parmi les leaders qui battaient le pavé, elles étaient bien rares dans les instances syndicales - SNES inclus. Le syndicalisme "de masse et de classe" négligeait leurs revendications spécifiques ! Leurs droits n'ont pas été proclamés bien fort dans le mouvement.

Le droit à la contraception était acquis depuis 1967 par la loi Neuwirth. Et ce n'est qu'en 1972, avec le procès de Bobigny et la courageuse déclaration des 343 "salopes", que seront créées les conditions de la loi Weil sur le droit à l'avortement.

L'écologie et les droits des homosexuels étaient peu exprimés dans les rues.

Ils étaient absents des mandats de congrès du SNES.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas de relation entre une contestation aussi globale du système politique et économique et les avancées sociétales ? Certainement non.

Les rapports de forces portent leurs effets législatifs par des voies diverses.

Le vote féminin, le droit à la contraception et à l'avortement portent des signatures législatives de droite. La gauche au pouvoir a institué la sécurité sociale, mais aussi conduit des guerres coloniales, des répressions terribles (mineurs).

Mai 68 a eu des effets différés. Quelques maoïstes sont devenus patrons de presse. Geissmar a fini inspecteur général.

Daniel Cohn-Bendit, méchamment taxé d'anarchiste allemand par Georges Marchais, est aujourd'hui un fervent libéral macroniste. D'autres n'y ont fait que leur thérapie existentielle, béats d'admiration devant des inepties comme "interdit d'interdire".

Mais l'essentiel des enfants de mai 68 ont poursuivi le bon chemin.

### **A présent...**

Une appréciation binaire de mai 68 – gauche/droite ou réformiste/révolutionnaire – ne fait donc pas l'affaire pas plus qu'une projection sur le présent. Nul ne peut prévoir la future explosion.

Et pourtant un régime qui draine la richesse pour quelques-uns en appauvrissant l'immense majorité des gens.

Un système qui déconstruit les protections sociales durement acquises. Un système qui donne au profit la priorité sur la sauvegarde de la planète, même contre la loi et les lanceurs d'alerte avec la sanctuarisation du secret des entreprises..

Un système qui continue à porter structurellement l'exploitation des salariés, les injustices, les répressions et la guerre.

Ce système est explosif.

Il reste à souhaiter que ceux qui le subissent maintenant puisent dans la mémoire collective les moyens de conduire victorieusement leurs luttes, en évitant les perversions et les impasses du passé.

François Blanchard,

mai 2018